



ARRÊTÉ MUNICIPAL

SERVICE/DIRECTION : GEP VOIRIE Réf: OIT/OIT V/Réf : 41058302500052 C Aff : Monsieur Pierrick Lauzevis Chantier: Ev241186	OBJET : CONSTRUCTION "BONNE NOUVELLE" - MISE EN PLACE D'UNE PALISSADE ET MISE EN PLACE D'UN BUNGALOW RUE DE L AVENIR et RUE ALBIN MICHEL Prorogation de l'AM VOI AV 2024 02293 Du 06/05/2024 au 30/09/2024
---	---

**Le Maire de la ville de NIMES,
Maire**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment l'article R. 417.10

Vu le Code de l'Environnement,

Vu le Code Pénal,

Vu le Code de la Voirie Routière, notamment ses articles L. 113-2, L. 115-1, L. 141-2, R. 115-1 et R. 116-2,

Vu l'Arrêté Municipal n° 273 du 1er février 1992 réglementant la circulation et le stationnement dans l'agglomération nîmoise,

Vu la Délibération n°2016-06-28 du 19 novembre 2016 relative à l'extension du périmètre de stationnement payant sur voirie à compter du 1er juillet 2017 .

Vu la Délibération n°2017-06-66 du 18 novembre 2017 relative à l'institution d'un stationnement payant sur voirie à Nîmes et à la fixation d'un barème tarifaire

Vu la délibération n°2023-04-060 du 8 juillet 2023 relative à la modification du barème tarifaire de stationnement payant sur voirie à compter du 2 octobre 2023.

Vu l'Arrêté n°CIR-AP-2023-09-00039 du 27 septembre 2023 relatif à la réglementation du stationnement payant sur voirie.

Vu la Délibération du 12 décembre 2015 adoptant de nouvelles grilles tarifaires d'occupation du domaine public de la Ville de Nîmes 2016 : Marchés et Voirie,

Vu la circulaire n° 85-02 du 4 janvier 1985 relative à l'élimination des dépôts de déchets par exécution d'office aux frais du responsable

Vu l'arrêté municipal n° 292 du 14 septembre 1990 portant règlement général de propreté,

Vu le Règlement de voirie de la Ville de Nîmes modifié,

Vu l'arrêté municipal n° 198 du 8 juillet 2020, réglementant la délégation de fonction et de signature de Mme Claude de GIRARDI, adjointe au maire, déléguée à la mobilité, la circulation et au stationnement

Vu l'Avis des services techniques

Vu la demande du pétitionnaire en date du 30/05/2024,

Considérant la demande de prolongation par l'entreprise CANEDO Bâtiment demeurant 545 Chemin du Chai Ville de Nîmes - Place de l'Hôtel de Ville - 30033 Nîmes Cedex 09 30900 NIMES représentée par Monsieur Pierrick Lauzevis, pour mise en place de plots béton, d'une palissade, de bungalows, qu'il y a lieu de maintenir la sécurité publique sur les

espaces occupés par le chantier de la résidence "Bonne Nouvelle",

ARRÊTE

ARTICLE 1 - AUTORISATION

Du 06/05/2024 au 30/09/2024

Les mesures de l'arrêté VOI-AV-2024-02293 DU 03/05/2024 sont prorogés. Le pétitionnaire CANEDO Bâtiment est autorisé à poursuivre son chantier et maintenir la pose de plots béton, de bungalows et de palissade suivants:

- Palissade :

- Emplacement : **N°9 ET FACE AU N°9 RUE DE L AVENIR N°5 RUE ALBIN MICHEL**
- Bénéficiaire : CANEDO Bâtiment
- Jusqu'au **30/09/2024**
- Caractéristiques : palissade opaque
- Surface autorisée : **117 m²**

- Bungalows :

- Emplacement : **FACE AUX N°6 ET N°8 RUE DE L AVENIR**
- Bénéficiaire : CANEDO Bâtiment
- Jusqu'au **30/09/2024**
- Caractéristiques : 2 bungalows
- Surface autorisée : **35 m²**

- Plots béton :

- Emplacement : **RUE DE L'AVENIR, à partir de la RUE ALBIN MICHEL jusqu'à la ROUTE D'AVIGNON**
- Bénéficiaire : CANEDO Bâtiment
- Jusqu'au **30/09/2024**
- Caractéristiques : 13 plots béton
- Surface autorisée : **4,32 m²**

A CONDITION DE SE CONFORMER AUX PRESCRIPTIONS SUIVANTES

ARTICLE 2 Le titulaire devra, préalablement à l'installation de plots béton, de bungalows et de palissade :

- Réaliser contradictoirement un état des lieux avec le Pôle GEP avant et après la réalisation des travaux.
- Le maître d'ouvrage, au titre de la réglementation, restera responsable de l'installation tout au long des travaux.
- S'acquitter des droits de voirie existants et ceux qui pourraient être créés par le Conseil Municipal.
- Les travaux situés à proximité de lieux de restauration devront impérativement être **interrompus entre 12 heures et 14 heures**.
- La dépose et pose de tout mobilier urbain sera au frais du pétitionnaire ; une autorisation de dépose sera demandée par fax 48 heures avant la date d'intervention au service « Gestion de l'Espace Public » au 04 66 70 37 19, pour validation par le service « voie publique ». Le stockage de ces matériels, pendant le temps de validation de l'autorisation de voirie ou l'arrêté municipal est de la responsabilité du pétitionnaire.

Gestion de l'Espace Public, 152 Avenue Bompard. Tél 04.66.70.80.88 Courriel : gep@nimes.fr

ARTICLE 3 - STATIONNEMENT

DU 06/05/2024 AU 30/09/2024

- **PALISSADE :**

- Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant RUE DE L'AVENIR, FACE AU N°9 et RUE ALBIN MICHEL, AU N°5 pour la pose des palissades.

- **BUNGALOW :**

- Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant RUE DE L'AVENIR, FACE AUX N°6 ET N°8 pour la pose des bungalows.

- **PLOTS BETON :**

- Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant RUE DE L'AVENIR, à partir de la RUE ALBIN MICHEL jusqu'à la ROUTE D'AVIGNON pour la pose de plots béton.

- Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant sur 1 emplacement face au N° 8 RUE DE L'AVENIR. Seul le véhicule du pétitionnaire CANEDO Bâtiment sera autorisé à stationner.
- Le stationnement de tout véhicule sera considéré comme gênant sur 4 emplacement en épi, face au N° 138 ROUTE D'AVIGNON. Ces emplacements sont réservés aux riverains de la RUE DE L'AVENIR, résidants entre la ROUTE D'AVIGNON et la RUE ALBIN MICHEL.
- **Il appartiendra au pétitionnaire de délimiter un périmètre de sécurité autour du chantier ainsi qu'un cheminement pour les piétons afin d'éviter tous risques d'accidents.**
- Les véhicules en infraction au présent arrêté, seront enlevés aux frais, risques et périls de leur propriétaire, à la diligence des Services de Police.
- La circulation et la sécurité des piétons et véhicules devront être assurés par des moyens techniques et /ou réglementaires appropriés dès le début des opérations de montage de l'installation jusqu'à la fin du démontage.
- L'ensemble de la signalisation – panneaux « interdiction de stationner avec mise en fourrière » ainsi que l'affichage du présent arrêté municipal de police de roulage sera mis en place par le pétitionnaire à ses frais et sous sa responsabilité au minimum 48h avant. La signalisation nécessaire à la sécurité du public sera assurée de jour et de nuit par le pétitionnaire chargé des travaux : **CANEDO Bâtiment demeurant 545 Chemin du Chai 30900 NIMES représentée par Monsieur Pierrick Lauzevis.**
- Le cheminement préexistant constitué pour la circulation des usagers et particulièrement des personnes handicapées, notamment en largeur de passage et par effet d'abaissement de trottoir, devra être impérativement préservé ou rétabli en accord avec le service de la Voirie.

- Tout empiètement de l'installation au droit des propriétés riveraines devra faire l'objet d'un accord avec les propriétaires concernés.
- Les plaques de rues devront être retirées par le pétitionnaire et remises aux ateliers.

ARTICLE 4 - CIRCULATION Du 06/05/2024 au 30/09/2024

• RUE DE L'AVENIR :

- La voie, RUE DE L'AVENIR est barrée et mise en impasse à partir de la RUE ALBIN MICHEL jusqu'à la ROUTE D'AVIGNON.
- **Déviations :** RUE DE LA SAMARITAINE, RUE EMILE REINAUD, RUE DE L'AVENIR, RUE JULES CANONGE, RUE LAVASTRE, RUE ALBIN MICHEL.
L'ensemble de la pré-signalisation et déviations sera mis en place par le pétitionnaire.

• RUE ALBIN MICHEL :

- **1°** Pour la durée des travaux, le sens de circulation RUE ALBIN MICHEL est inversée, la circulation s'effectue de la RUE LAVASTRE vers la RUE DE L'AVENIR.
- **2°** L'accès à la voie est interdite depuis la RUE DE L'AVENIR.
- **3°** L'Ets CANEDO BATIMENT est en charge de masquer la signalisation permanente RUE ALBIN MICHEL / RUE LAVASTRE, d'installer à ses frais et sous sa responsabilité un sens interdit : RUE DE L'AVENIR à l'angle avec la RUE ALBIN MICHEL.

• ACCES VEHICULE DE CHANTIER :

- Les véhicules "Type PL" sont autorisés à franchir les lignes blanches de la VOIE TANGO, au niveau de l'intersection RUE DE L'AVENIR / ROUTE D'AVIGNON.
- La manoeuvre s'effectue en marche arrière afin d'accéder au chantier.
- L'opération s'exécute obligatoirement à l'aide d'un homme trafic avec restriction d'horaire; **uniquement entre 8h30 et 11h30, et entre 14h00 et 16h00.**
- **" EN AUCUN CAS LA CIRCULATION DES BUS ET DES TRAM-BUS NE DOIT ETRE INTERROMPUE "**.
- **" LES BUS ET LES TRAM-BUS RESTENT DANS TOUS LES CAS PRIORITAIRES "**.

ARTICLE 5 - REDEVANCE Le montant dû pour l'occupation du domaine public est calculé selon les termes suivants: Le pétitionnaire devra s'acquitter auprès de nos services des redevances d'occupation correspondantes, **qui s'élèvent à 5755,01 euro(s)€ (calculée au m2 par jour).**

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités	Montant
Redevance d'occupation	du 01/06/2024 au 30/09/2024	Du 01/06/2024 au 30/09/2024	0 RUE DE L'AVENIR - 5 RUE ALBIN MICHEL - à l'intersection de la RUE DE L'AVENIR et de la RUE ALBIN MICHEL	installation de palissade opaque .	palissade opaque	0,3	au m ² par jour	117 122	4282,2
				installation de bungalow .	bungalow	0,3	au m ² par jour	35 122	1281
	du 06/05/2024 au 30/09/2024	Du 06/05/2024 au 30/09/2024		installation de plot béton	plot béton	0,3	au m ² par jour	4,32 148	191,81
Sous-total									5755,01
Montant total									

ARTICLE 6

- En cas d'occupation temporaire du domaine public, tout chantier, échafaudage ou dépôt sera signalé le jour et la nuit conformément aux normes en vigueur. Le pétitionnaire a la charge de la signalisation de son chantier et est responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

ARTICLE 7

- Les dépôts de matériaux de chantiers ne pourront être autorisés sur le domaine public qu'aux endroits où ils n'apporteront aucune gêne à la libre circulation des usagers et à l'écoulement des eaux pluviales. Les ruines déposées à même le sol, ne devront en aucun cas être laissées en place en dehors des heures de travail sur le chantier.
- Les matériaux utilisés (sable, gravier, etc) devront être stockés à proximité du chantier dans des « big bag » ou tout autre contenant étanche et facilement mobile. En aucun cas les grilles d'avaloirs ou d'évacuation des eaux de pluie ne pourront être occultées.

ARTICLE 8

- Le pétitionnaire devra prendre toutes dispositions utiles pour que les travaux entrepris ne constituent pas un danger pour la sécurité publique et une gêne pour les voisins. Il en sera particulièrement ainsi lors de travaux de démolition. Le chantier devra être isolé, de manière efficace, afin d'éviter les projections de pierres ou déblais et la propagation des poussières.
- Pour toute manipulation ou dépose sur les câbles en façades EDF, FT, éclairage public ou autres concessionnaires, vous devrez impérativement demander l'autorisation préalable avant de débiter votre installation et/ou vos travaux.

ARTICLE 9 Aussitôt après l'achèvement des travaux le pétitionnaire devra :

- Assurer l'enlèvement des dépôts, de quelque nature qu'ils soient.
- Réparer immédiatement tous les dommages qui auraient pu être causés à la voirie ou à ses dépendances et rétablir, dans leur état d'origine, les chaussées, rues, trottoirs, fossés, talus ou accotements qui auraient été endommagés ou souillés.

ARTICLE 10 - PROPRETÉ DES ABORDS DU CHANTIER

- Le pétitionnaire et les sous-traitants éventuels doivent protéger par tous les moyens appropriés le sol et les abords du chantier et maintenir en permanence en parfait état de propreté le lieu de l'intervention.
- A l'issue du chantier, une visite de propreté sera réalisée avec le service de la Gestion de l'Espace Public ; en cas de problème constaté, le pétitionnaire devra rendre le domaine public dans un état d'hygiène et de propreté immédiatement.

ARTICLE 11 - Il est bien spécifié que la présente autorisation n'engage en aucun cas et en aucune façon la responsabilité de la Ville de Nîmes quant aux accidents qui pourraient se produire sur la voie publique. Le pétitionnaire reste seul et entièrement responsable de tout accident ou dommage causé à des tiers ou à leurs biens et provenant tant de l'installation que de l'usage qui en sera fait ou des travaux autorisés par le présent arrêté.

ARTICLE 12 - La présente autorisation est accordée à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve du droit des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie, lorsque l'Administration Municipale le jugera utile dans l'intérêt public. Le pétitionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

ARTICLE 13 - En dehors de la publicité propre à l'entreprise, l'Administration Municipale se réserve, seule, le droit d'autoriser la pose de panneaux publicitaires sur les palissades de chantiers.

ARTICLE 14 - Le présent arrêté municipal et le procès verbal de parfait montage devront être affichés en permanence.

ARTICLE 15 - En cas de non-respect des prescriptions mentionnées un procès verbal sera dressé conformément à l'article R.116 du code de voirie routière. Le contrevenant pourra être redevable d'une contravention de 5ème classe, ainsi qu'au paiement des frais occasionnés par la réparation du dommage.

ARTICLE 16 - **M. le Directeur Général des Services, M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et M. le Directeur de la Police Municipale sont chargés**, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour Le Maire de Nîmes et par
délégation,
l'Adjointe déléguée,

Claude De GIRARDI

VOIES DE RECOURS ET DELAIS

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de NIMES dans un délai de 2 mois à compter de sa notification au pétitionnaire. Il peut également être contesté dans les mêmes conditions par toute personne intéressée dans un délai de 2 mois à compter de sa publication sur le site internet de la Commune de NIMES.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique Télérecours Citoyens accessible par le site internet www.telerecours.fr.